

TPO: DANS LA LIGNE DE TIR

GAZA-VILLE, 19 novembre 2012 (IRIN) - Il s'agit d'un terrible coup du sort, dit-il. Lorsque les frappes aériennes ont commencé le 14 novembre sur la bande de Gaza, Othman Abdel'Al a pris une décision qui semblait sage. Les forces aériennes israéliennes prenaient notamment pour cible les bâtiments gouvernementaux des militants du Hamas. M. Abdel'Al et sa famille vivaient à proximité d'un poste de police ; il savait que les siens n'étaient pas en sécurité.

M. Abdel'Al pensait que l'opération militaire serait de courte durée : il a envoyé les membres de sa famille de 12 personnes chez des proches. Mais l'opération s'est poursuivie, et sa femme et trois de ses enfants sont revenus chez eux un matin pour prendre quelques biens de première nécessité : des vêtements, de la nourriture, des produits pour bébé.

C'est à ce moment-là que les bombes sont tombées : trois obus ont touché le poste de police, le quatrième l'a manqué. Quelques minutes plus tard, sa femme était morte, ensevelie sous les débris de leur maison.

Leur fils Hussein a parlé aux journalistes d'IRIN depuis l'hôpital de Chifa, à Gaza, alors que son père hurlait de douleur, la tête bandée et ensanglantée, une jambe brisée.

« Nous sommes partis de chez nous pour nous mettre à l'abri, en sécurité, mais la mort nous a suivis », a dit Hussein. « Ce qui est arrivé à ma famille est un crime qui nous a coûté cher ».

Les dernières [violences](#) qui ont éclaté le 14 novembre entre le Hamas et l'armée israélienne ont fait 51 victimes palestiniennes et trois victimes israéliennes, ainsi que des centaines de blessés.

Depuis, les Gazaouis sont de plus en plus nombreux à quitter leur domicile pour se mettre à l'abri. Il n'y a pas de chiffres disponibles pour l'instant ; l'insécurité qui règne à Gaza ne permet pas aux militants des droits de l'homme et aux travailleurs humanitaires de se déplacer librement pour réaliser des évaluations.

Dans un [rapport](#) du 17 novembre, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) a indiqué que si les déplacements étaient pour l'instant limités, au moins 22 familles des quartiers est de Gaza-Ville auraient quitté leur domicile, craignant une opération terrestre d'Israël.

Le Centre palestinien pour les droits de l'homme a également indiqué que des habitants auraient quitté leurs quartiers, de crainte qu'ils soient ciblés par des frappes aériennes.

L'héritage de Plomb durci

Plus de 15 000 Gazaouis sont toujours [déplacés](#) depuis les interventions militaires israéliennes à Gaza, y compris l'opération Plomb durci de 2008-2009, et la création d'une « zone tampon » le long de la frontière au cours de la dernière décennie. Selon un groupe d'organisations d'aide humanitaire travaillant à Gaza et connue sous le nom de Shelter Sector, plus de 4 000 des personnes actuellement déplacées ont été déplacées à trois reprises ou plus depuis 2009 en raison des conflits persistants et de leur incapacité à reconstruire leur maison. En 2007, Israël et l'Égypte ont imposé un blocus à Gaza, restreignant l'importation de biens comme l'acier et le ciment.

Malak Abd Rabbo a reçu les clés de sa nouvelle maison, au nord-est de Gaza, il y a tout juste trois mois.

Situé à moins d'un kilomètre de la frontière israélienne, le quartier d'Ezbet Abd Rabbo a été gravement touché par l'Opération Plomb durci. Il a fallu plus de trois ans pour reconstruire sa maison grâce à un programme d'aide financé par des pays du Golfe.

Pour Mme Abd Rabbo, la vie reprenait tout doucement son cours : installée dans une nouvelle maison, elle essayait d'effacer les souvenirs de ce que sa communauté avait perdu en 2008-2009 : des centaines d'orangers et d'oliviers, la plupart des maisons et dix parents.

Mais récemment, suite aux coups de semonce tirés par les chars israéliens en direction des zones agricoles, elle a fermé la porte de sa maison et est partie à Jabileya, au Sud. Chaque jour, elle revient à la frontière pour aller voir sa maison, en prenant bien soin de partir avant le coucher du soleil.

« Nous sommes dans la ligne de tir », a-t-elle dit à IRIN. « Nous ne voulons plus que nos enfants soient des victimes. Nous ne voulons plus que nos familles soient victimes de l'occupation israélienne ».

« Plus de 15 000 Gazaouis sont toujours déplacés depuis les interventions militaires israéliennes à Gaza, y compris l'opération Plomb durci de 2008-2009, et la création d'une « zone tampon » le long de la frontière au cours de la dernière décennie »

Si l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) indique qu'elle peut ouvrir ses écoles au public en cas de nécessité, les familles déplacées ne cherchent pas encore refuge dans les bâtiments publics, a noté OCHA.

« Jusqu'à présent, les gens se débrouillent et [s'installent] chez des parents », a dit un militant des droits de l'homme, « mais la situation changera en cas d'incursion terrestre ».

D'autres indiquent qu'il est déjà difficile de trouver de véritables abris.

« Il n'y a pas de lieux sûrs à Gaza », a dit Hamdi Shaqqura, directeur adjoint des programmes du Centre palestinien pour les droits de l'homme, en référence aux frappes aériennes. « Gaza n'a pas d'abris »

ad/ha/oa-mg/amz